



TARIFICATION DES PRESTATIONS ANNEXES REALISEES A TITRE EXCLUSIF PAR LES GRD

Consultation publique de la CRE du 25 novembre 2013

CONTRIBUTION DES FEDERATIONS D'ELD

Le 20 décembre 2013

Dans le cadre de la consultation publique lancée le 25 novembre dernier sur la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité, les fédérations représentatives des ELD, qui regroupent 150 entreprises en charge de la distribution d'électricité sur le territoire national, se sont associées pour formaliser une contribution commune. Elles souhaitent soumettre à la CRE leurs réflexions, résultats d'analyses et remarques.

Evolution des tarifs des prestations annexes :

Question n° 1 :

Etes-vous favorable à la reconduction du principe d'indexation des prix des prestations annexes sur l'inflation ?

Réponse : Les ELD sont favorables à une indexation annuelle du prix des prestations annexes. Néanmoins, compte tenu du fait que le coût de ces prestations correspond majoritairement à des coûts de main-d'œuvre environnés, les ELD considèrent que l'indexation des prix de ces prestations sur l'inflation n'est pas optimale et qu'elle devrait plutôt se faire avec un indice de coût horaire du travail se rapportant au secteur de l'électricité (Proposition : indice ICHTrev-TS).

Question n° 2 :

Estimez-vous que certaines prestations doivent bénéficier d'une tarification particulière ? Si oui, lesquelles et pourquoi ?

Réponse : Les ELD sont favorables à la couverture moyenne par le TURPE du coût des prestations à hauteur de 50%, mais considèrent néanmoins que le taux de couverture individuel par prestation ne doit pas dépasser un seuil de 60% pour assurer la pertinence du signal prix.

Les ELD considèrent par ailleurs que certaines prestations doivent bénéficier d'un traitement particulier, ne serait-ce que pour faire correspondre les prix de ces prestations avec leurs coûts qui peuvent évoluer de façon significative d'une année sur l'autre, bien au-delà de l'évolution des prix à la consommation ou de celle du coût horaire du travail.

A ce titre, les ELD demandent à ce que le prix de la prestation « Intervention pour impayé » soit revu à la hausse de façon significative pour les consommateurs ne bénéficiant pas du

TPN, et notamment pour les clients professionnels, car le prix défini actuellement est loin de couvrir le coût réel de cette prestation.

Demandes d'évolution exprimées par ERDF :

Prestation « Intervention pour impayé »

Question n° 3 :

Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le délai de réalisation de la prestation « intervention pour impayé » ne doit pas être révisé avant de disposer d'un retour d'expérience concernant, d'une part, l'effet des dispositions introduites par la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 sur le volume de demandes de coupures à la sortie de l'hiver et, d'autre part, sur les mesures prises par ERDF pour y faire face ?

Réponse : L'analyse d'ERDF nous semble pertinente et les ELD pensent qu'il y a une forte probabilité que les GRD ne puissent respecter les délais initialement fixés dans ce nouveau contexte. Toutefois, les ELD sont disposées à attendre les résultats du REX pour ajuster les délais de réalisation de cette prestation, à la condition que les fournisseurs ne puissent déposer de réclamation sur le non-respect des délais standards en cas d'augmentation significative du nombre de demandes.

Au cas où le REX démontrerait la nécessité d'un allongement du délai de réalisation dans ce nouveau contexte, les ELD considèrent qu'il devra s'appliquer de façon uniforme pour l'ensemble de l'année, à la fois pour conserver une certaine cohérence d'un mois à l'autre mais aussi pour couvrir le risque d'une forte hausse des demandes d'intervention pour impayé, de la part des fournisseurs, à la fois juste avant mais également à l'expiration de la trêve hivernale.

De façon plus générale, les ELD proposent la mise en place d'un mécanisme d'adaptation automatique des délais de réalisation pour pallier aux afflux de demandes, pour l'ensemble des prestations.

Prestation « Correction d'index de mise en service, de résiliation ou de changement de fournisseur »

Question n° 4 :

Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la création de la prestation « correction d'index de mise en service, de résiliation ou de changement de fournisseur » permettrait une facturation au plus près de la consommation réelle des utilisateurs ?

Réponse : Les ELD sont favorables à la création de cette prestation, sous réserve que son paiement ne soit pas soumis à l'acceptation, par le consommateur, de la décision prise par le GRD à l'issue de son analyse de la situation.

Les conditions proposées par ERDF pour justifier sa facturation pourraient en revanche être assouplies.

Question n° 5 :

Etes-vous favorable à la tarification proposée par ERDF ?

Réponse : Les ELD sont favorables à la tarification proposée par ERDF.

Prestation « Résiliation à l'initiative du fournisseur »

Question n° 6 :

Pensez-vous que la résiliation à l'initiative du fournisseur doit rester payée par l'ensemble des utilisateurs de réseau et non pas par les fournisseurs ou consommateurs qui en font la demande ?

Réponse : Les ELD considèrent que les fournisseurs doivent être incités à avoir recours à la prestation « coupure pour impayé » avant de demander la prestation de « résiliation », pour éviter que des consommateurs se retrouvent sans fournisseur tout en restant alimentés en électricité. A ce titre, les ELD sont favorables à un niveau de facturation significatif de la prestation « Résiliation à l'initiative du fournisseur », afin d'inciter les fournisseurs à n'y avoir recours qu'en cas de nécessité.

Prestation « Accompagnement multi-raccordement »

Question n° 7 :

Etes-vous favorable à la demande d'ERDF de création d'une prestation « accompagnement multi-raccordement » et à la tarification proposée par ERDF ?

Réponse : Les ELD sont favorables à la création d'une prestation « Accompagnement multi-raccordements », sous réserve que cette prestation reste optionnelle en fonction de la capacité du GRD à pouvoir la proposer.

Autres demandes d'ERDF

Question n° 8 :

Etes-vous favorable aux demandes d'ERDF de modification des descriptifs de ces prestations ?

Réponse : Les ELD sont favorables aux demandes d'ERDF de modification des descriptifs des prestations « Première mise en service », « Mise en service sur installation existante » et « Changement de fournisseur ».

En revanche, les ELD ne sont pas favorables à la demande de modification du titre et du contenu de la prestation « Etude détaillée de raccordement » et proposent, plutôt qu'une modification de cette prestation, la création d'une prestation intitulée « pré-étude de raccordement ». Cette prestation est une étape intermédiaire avant la réalisation d'une éventuelle étude détaillée de raccordement et ne traite pas de l'ensemble des points techniques permettant de figer la solution de raccordement.

Les ELD proposent que le descriptif pour la prestation de « pré-étude de raccordement » consiste, à la demande de l'utilisateur, en l'étude d'une solution de raccordement pour une nouvelle installation ou pour le développement d'une installation existante déjà raccordée. Cette prestation serait facturée sur devis, et son délai maximum de réalisation fixé par les procédures de traitement des demandes de raccordement des gestionnaires de réseau, sans pouvoir excéder trois mois.

Par ailleurs, les ELD considèrent que le descriptif actuel de la prestation « étude détaillée de raccordement » permet de répondre à la demande d'ERDF de reprise d'étude.

Création d'un cadre permettant aux gestionnaires de réseaux de mener des expérimentations

Question n° 9 :

Etes-vous favorable à la mise en place d'un cadre permettant aux gestionnaires de réseaux d'électricité de mener des expérimentations ?

Réponse : OUI

Question n° 10 :

Etes-vous favorable aux principes proposés par la CRE pour encadrer les expérimentations ?

Réponse : Les ELD sont favorables à la mise en place d'un cadre permettant aux GRD de mener des expérimentations, sous réserve que les conditions mentionnées par la CRE soient adaptées à la taille des ELD.

Prise en compte du déploiement des compteurs évolués dans la tarification des prestations annexes

Avant de répondre spécifiquement aux questions 11 à 16, les ELD souhaitent réaffirmer leur volonté de réaliser le déploiement des compteurs communicants et de mettre en œuvre ces nouvelles technologies.

Les ELD considèrent cependant qu'une révision à la baisse du prix des prestations liée au déploiement des compteurs communicants ne trouve aucune justification économique. En effet, la CRE indique dans sa consultation que le projet trouve son équilibre sur 20 ans car « l'ensemble des coûts du projet LINKY sont compensés (...) par des réductions de charges telles que (...) les petites interventions techniques ». Pour autant que cette affirmation soit exacte (ce que les ELD contestent par ailleurs, les seuls coûts de communication annoncés par les opérateurs étant, à titre d'exemple, équivalents aux coûts actuels de la relève à pied). La proposition de la CRE consistant, à terme, à baisser les recettes liées aux petites interventions condamnent, de fait, tout équilibre possible du projet de déploiement des compteurs communicants, les éventuelles baisses de charges évoquées par la CRE étant immédiatement compensées par des baisses de recettes.

Les ELD souhaitent donc que le prix des prestations annexes soit maintenu à un niveau suffisant, pendant toute la durée d'amortissement des équipements, pour permettre un équilibre effectif du projet. Toute affirmation sur cet équilibre nous semble par ailleurs prématuré, au vu des incertitudes actuelles quant aux technologies déployées (G1 ou G3), aux coûts d'investissement et de fonctionnement du système, et aux calendriers de déploiement.

Question n° 11 :

Que pensez-vous de la proposition d'ERDF d'un tarif unique de prestations annexes indépendamment du compteur dont sont équipés les utilisateurs pendant la phase de déploiement massif des compteurs ?

Réponse : Les ELD considèrent que la proposition d'ERDF est pragmatique et semble la plus adaptée. L'unicité de tarif pour l'ensemble des utilisateurs, indépendamment du compteur dont ils disposent, apparaît en effet équitable puisque ces derniers n'ont pas choisi à être équipés d'un compteur communicant.

Compte tenu de leur volonté d'opter pour la technologie G3 pour l'ensemble des dispositifs de comptage de leur zone de desserte et de la taille modérée de leur territoire, les ELD pourraient être amenées à réaliser leur déploiement uniquement à compter de 2017.

Question n° 12 :

Parmi les deux options de tarification identifiées par la CRE, laquelle vous semble la plus adaptée ?

Réponse : cf. ci-dessus.

Question n° 13 :

Estimez-vous que d'autres options de tarification puissent être envisagées ? Si oui, lesquelles ?

Réponse : Les ELD proposent qu'une tarification majorée de l'ensemble des prestations soit appliquée aux consommateurs qui refuseraient d'être équipés d'un compteur communicant. Outre la volonté de les inciter à opter pour ce nouveau dispositif de comptage, ces consommateurs devront supporter les surcoûts que génère ce refus sur le mode de gestion et les procédures mis en place par les GRD.

Question n° 14 :

Etes-vous favorable à ce que la prestation de changement de puissance ne soit pas facturée lorsque celle-ci est demandée par l'utilisateur à la suite de l'installation d'un compteur évolué ?

Réponse : Les ELD sont favorables à ce que la prestation de changement de puissance ne soit pas facturée lorsque celle-ci est demandée par l'utilisateur à la suite de l'installation d'un compteur communicant, sous réserve que le délai accordé au consommateur pour adapter sa puissance de souscription et que la valeur de la variation demandée soient bien encadrés.

Question n° 15 :

Estimez-vous que d'autres prestations doivent bénéficier d'un traitement spécifique lorsqu'elles sont demandées par l'utilisateur à la suite de la pose d'un compteur évolué ?

Réponse : Les ELD n'ont pas identifié d'autres prestations qui pourraient bénéficier d'un traitement spécifique

Question n° 16 :

Pensez-vous que la tarification des prestations annexes, une fois les compteurs évolués déployés, doit inclure certains coûts fixes tels que ceux liés aux systèmes d'information utilisés pour la réalisation des prestations ?

Réponse : Les ELD demandent que les prix des prestations téléopérées continuent à donner un signal économique pertinent aux utilisateurs. A ce titre, la tarification des prestations devra couvrir notamment :

- les coûts de main-d'œuvre des personnes ayant à intervenir, directement ou indirectement, pour la réalisation des prestations ;
- la part des charges d'investissements dans les systèmes d'information dédiée à la réalisation des prestations, ainsi que les coûts de maintenance et d'exploitation y afférant ;
- les coûts de communications générés par les dispositifs de comptage communicants.